



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNALES DU CONCOURS

Accès au grade de secrétaire administratif spécialisé
de classe normale de la DGSE

Épreuve d'admissibilité :
spécialité "géopolitique"



Session 2025



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



2^{ème} épreuve d'admissibilité

Spécialité "rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique"

Épreuve constituée d'une série de six à neuf questions à réponse courte portant sur le programme de la spécialité « Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ».

Les réponses sont rédigées, permettant ainsi de juger des qualités rédactionnelles du candidat.



Durée : 3 heures - coefficient 2

**CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU GRADE DE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF
SPÉCIALISÉ DE CLASSE NORMALE**

SESSION 2025

Epreuve d'admissibilité :

**Spécialité : Rédaction et analyse dans le
domaine de la géopolitique**

Épreuve consistant à répondre à une série de questions à réponses courtes portant sur la spécialité « Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ». Il est demandé au candidat de proposer des réponses rédigées.

Durée : 3 heures ; coefficient 2

Barème : chaque question est évaluée sur 3 points.

A l'aide de vos connaissances personnelles, vous répondrez à l'ensemble des questions suivantes :

- 1 - La France dans l'OTAN ?
- 2 - Boeing est-il encore crédible ?
- 3 - L'exécution des OQTF ?
- 4 - Les BRICS+ sont-ils l'expression d'une recomposition de l'ordre international ?
- 5 - En quoi les semi-conducteurs sont-ils le talon d'Achille des géants de l'IA ?
- 6 - Telegram : une application dangereuse pour la démocratie ?
- 7 - L'Iran et ses proxys régionaux (Hamass, Houthis et Hezbollah) ?



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Copie ayant obtenu la meilleure note

**Spécialité "rédaction et analyse
dans les domaines de la géopolitique"**

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans la copie communiquée ci-après.



Année : 2025

Concours : Concours externe pour l'accès au grade de Secrétaire Administratif Spécialisé

Épreuve : Rédaction et analyse dans le domaine de la géopolitique



Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

Géopolitique

Question no. 5 :

L'entreprise taïwanaise de semi-conducteurs TSMC a récemment annoncé, avec l'appui de l'administration du président Joe Biden, la relocalisation d'une partie de ses usines en Arizona. Ce choix commercial est avant tout le fruit d'une politique protectionniste américaine : la pandémie de Covid-19 et la montée des tensions avec la République Populaire de Chine (RPC) ont démontré la vulnérabilité des circuits d'approvisionnement des semi-conducteurs, ces petites puces en silicium indispensables pour le bon fonctionnement d'appareils électroniques, du téléphone à la voiture sans compter les applications militaires ou l'intelligence artificielle.

Chris Miller, dans son livre primé The Chip War (2022), soulignait que la poussée récente de l'Intelligence Artificielle (IA) allait encore accroître les tensions entre les différentes superpuissances. La Chine, qui produit déjà plus de la moitié des semi-conducteurs mondiaux, a annoncé dans son plan China Digital 2025 vouloir devenir une cyberpuissance de l'IA - Xi Jinping, en 2017, déclarait que l'IA serait la clé par que le Parti Communiste Chinois garde le contrôle sur son pays. L'élection du milliardaire américain Donald Trump à la présidentielle 2024, lui qui est en faveur d'une guerre commerciale ouverte avec la Chine par l'application de tarifs douaniers élevés, va rendre l'accès à ces semi-conducteurs encore plus disputé.

L'exemple de cette rivalité est évidemment Taïwan, territoire soumis à la pression du voisin chinois. Pékin, qui a promis de réunifier l'île, mettrait la main sur l'un des plus grands

producteurs mondiaux de semi-conducteurs et priverait par conséquent ses adversaires déclarés d'une ressource stratégique indispensable par la vie quotidienne comme la conduite d'une guerre. La Russie de Vladimir Poutine en a d'ailleurs fait les frais lors de sa "opération militaire spéciale" en Ukraine. Sanctionnée par les principales puissances mondiales, son armée a souffert et continue de souffrir de l'arrêt en approvisionnement de ces puces indispensables par ces armements les plus avancés (chars T-90, avions SU-35). L'Union européenne, quant à elle, réalise également avec la guerre en Ukraine sa grande fragilité à ce sujet et tente de compenser en menant de front une politique pro-IA indépendante en semi-conducteurs, mais le retard pris est déjà grand.

Question n° 7 :

La chute du régime de Bachar al-Assad en Syrie les 7 et 8 décembre 2024 a été vécue comme une onde de choc dans le Moyen-Orient. Le régime baassiste, vieux de 70 ans, s'est écroulé en quelques jours sous l'offensive éclair du groupe islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC). L'Iran, dirigé par le Guide Suprême Ali Khamenei et le récemment élu président Massoud Pezeshkian, subit un grave revers stratégique, accentué par la position délicate dans laquelle se trouvent ses proxys (Hamass, Houthis, Hezbollah)

Le Hamass et le Hezbollah se sont en particulier distingués depuis les attaques terroristes du 7 octobre 2023, ayant provoqué la mort de 1200 personnes et l'enlèvement de près de 300 otages. Tel-Aviv, que Téhéran désigne comme l'un de ses principaux ennemis, a violemment répliqué en lançant des offensives terrestres et aériennes massives sur la bande de Gaza. Au-delà du drame humanitaire vécu par la population - 45 000 morts au bas mot -, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est employé à anéantir le commandement du Hamass par des frappes : les cerveaux de l'attaque du 7 octobre 2023 (Mohammed Deif, Youza Sinwar, Ismaïl Haniyeh) sont tous décédés au cours de l'année 2024. Israël a même été jusqu'à frapper le consulat iranien à Damas afin d'éliminer le commandant des brigades al-Qods, provoquant une réplique inédite et immédiate de l'Iran par des missiles et des drones. Quant au Hezbollah, celui-ci

a également ployé sous la puissance de feu israélienne : l'extension du conflit au Liban, pays encore plongé dans les affres d'une crise politique, économique et sociale sans précédents, a permis à Israël plusieurs coups d'éclat. D'abord l'exécution du guide libanais du Hezbollah, Hassan Nasrallah, le 27 septembre 2024, qui décapite à nouveau le commandement du groupe ; puis l'explosion coordonnée de bipers provoquant des dizaines de morts et plusieurs milliers de blessés. Enfin, si les Houthis au Yémen sont parvenus, dans un geste de défi, à lancer quelques missiles ballistiques sur Israël, ceux-ci ont également été puisés par Tel-Aviv et n'ont pu faire de réelle différence sur le champ de bataille. Le groupe est en effet déjà occupé dans sa lutte contre le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie Saoudite.

Finalement, l'année 2024 a été pour l'Iran une « année horrible » ce qu'a confirmé à demi-mot Ali Khamenei. En perdant la Syrie, par laquelle transitent les ressources destinées au Hezbollah notamment, Téhéran perd sa voie de communication terrestre directe avec ses deux alliés. Tant le Hamas que le Hezbollah sont aujourd'hui sortis épuisés de leur guerre contre Israël et ne pourront retrouver leur puissance avant quelque temps ; tandis que les Houthis^{ne} peuvent peser^{de} manière réduite dans la péninsule. De fait, l'Iran se retrouve plus que jamais isolé au Moyen-Orient malgré les quelques ouvertures faites aux pays du Golfe. Sa situation ne va d'ailleurs sans doute pas s'améliorer par l'élection d'un Donald Trump partisan de la "pression maximale".

Question 1 :

La réintégration du commandement intégré de l'OTAN par la France en 2008, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, a mis fin à un conflit sous-jacent entre Français et Américains. La création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) remonte à avril 1949 : après la signature du pacte de Bruxelles, les pays européens ont exprimé leur volonté de bénéficier de l'aide économique (Plan Marshall) et de l'assurance militaire américaines, d'autant plus après la première crise de Berlin (1948). La France est au premier chef dépendante de cette alliance atlantique : en pleine reconstruction après la Deuxième Guerre mondiale, elle doit cependant

faire face à la question indochinoise, qui dégénère en 1946 dans un conflit ouvert contre le Viet-Minh de Ho Chi Minh. Le président de la République d'alors, Vincent Auriol, autorise les Américains à rester en France dans la Zone de Communication; la France est en effet un point de passage stratégique par l'occupation de l'Allemagne par les troupes américaines. La transition vers l'OTAN et la construction des quartiers généraux du SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers in Europe) à Fontainebleau, organisation commandée par le général Eisenhower, n'en est que plus facile en 1952.

Le retour du général de Gaulle en 1958 et l'avènement de la V^e République vont cependant amener le pouvoir à reconsidérer la relation entre la France et l'OTAN. Le Général, qui défend farouchement l'indépendance de la politique étrangère française, n'apprécie guère que des bases françaises soient occupées par des soldats américains ou que l'armée nationale, en cas de crise, puisse éventuellement passer sous contrôle américain. Les relations tendues entre le Général et les Etats-Unis culminent en 1966 avec la décision militaire française de sortir du commandement intégré de l'OTAN et de mettre fin à la présence américaine en France. Le SHAPE déménage en bon ordre ses quartiers en Belgique; et la France recouvre, selon Charles de Gaulle, une forme de liberté dans le rayonnement de sa puissance.

Ces dissensions n'ont cependant pas empêché Jacques Chirac d'appuyer une intervention otanienne en 1995 en Yougoslavie. La victoire de partis plutôt pro-atlantistes a finalement permis, comme escompté en introduction, la réintégration de la France dans le commandement intégré en 2008. Si le président Emmanuel Macron estimait que l'organisation était en "mort cérébrale" en 2021, la guerre en Ukraine lui a néanmoins insufflé un nouvel élan de vigueur. Paris doit toutefois composer avec les récentes évolutions politiques de l'autre côté de l'Atlantique: Donald Trump a ainsi menacé de retirer les Etats-Unis de l'OTAN si les Européens ne montaient pas leurs efforts de dépense militaire à 2% du PIB. Cette incertitude côté américain pose question à la diplomatie française: faut-il se soumettre aux injonctions de Washington ou passer une solution plus européenne mais toujours intégrée dans l'OTAN? Le lancement d'une initiative de défense européenne par la Commission d'Ursula von der Leyen permet d'ouvrir le débat.

Année : 2025

Concours : Concours externe pour l'accès
au grade de Secrétaire Administratif SpécialiséÉpreuve : Rédaction et analyse dans le
domaine de la géopolitique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

Question 4 :

Le dernier sommet des BRICS + s' est récemment tenu dans la ville russe de Kazan, du 22 au 28 octobre 2024. Ce fut l'occasion pour le président russe Vladimir Poutine de démontrer au monde, et en particulier au camp occidental, que la Russie sans sanctions était loin d'être isolée. Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) sont en effet devenus BRICS+ depuis décembre 2023 pour marquer l'adhésion de nouveaux membres comme l'Égypte, l'Éthiopie ou le Iran - l'Argentine de Javier Milei a finalement retiré sa candidature au même moment. Les observateurs y voient là un produit d'une recomposition de l'ordre international, mais centré sur les institutions et les pays occidentaux. Sur autant, il faut aussi souligner la grande hétérogénéité de ce groupe, ce qui nuit souvent à sa cohérence.

La raison d'être des BRICS est avant tout de proposer une alternative au modèle économique mondial dominant. Nombre de ses dirigeants, aux tendances souvent autoritaires, remettent ainsi en question de la dollarisation de l'économie, voulue par les accords de Bretton Woods de 1944 suivis du General Agreement on Trade and Tariff (1947), et la préminence d'institutions intergouvernementales considérées comme inféodées aux Occidentaux et surtout aux États-Unis. Le Fonds Monétaire International (FMI), qui accorde des prêts exceptionnels aux pays en difficulté en échange d'un redressement souvent drastique, peut ainsi être soumis au veto des États-Unis, seul pays à en disposer. D'autre part, les puissances émer-

gertes ou émergées qui constituent les BRICS pèsent de plus en plus lourd dans l'économie mondiale. Il est possible, bien sûr, de citer la Chine, première exportatrice mondiale, qui pourrait dans un futur proche ravir la place de première puissance économique mondiale. La fermeture annoncée des frontières américaines par l'instauration de tarifs douaniers prohibitifs et les tendances européennes à ce sujet - l'UE veut de taxer les véhicules électriques importés de Chine - laissent à penser que l'organisation économique promue par les BRICS a de sérieux arguments à faire valoir.

Cependant, il faut relativiser le poids politique de cette association d'États. Des puissances comme la Chine ou la Russie pèsent à elles seules très lourd dans le dialogue international, mais les événements géopolitiques actuels démontrent que cet axe est loin de présenter un aspect uniforme. Le sommet de Kazan en apporte justement deux illustrations concrètes : la Turquie, qui était invitée à ce sommet comme partenaire, a ainsi annoncé son intention de déposer sa candidature pour rejoindre le mouvement. Néanmoins, la réponse du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a été sans ambiguïté. Fait que la Turquie fournirait des armes à l'Ukraine, Moscou opposerait un veto à son adhésion. Un scénario similaire s'est produit entre le Venezuela, membre candidat, et le Brésil : en froid avec Caracas depuis l'élection très contestée de Nicolas Maduro le 28 juillet 2024, Brasilia a fait comprendre qu'elle opposerait systématiquement son veto à un pays qu'elle ne juge pas fiable. Même la Chine et la Russie, pourtant liées par un partenariat "sans limites", restent suspicieuses l'une à l'égard de l'autre, en particulier concernant la dépendance russe à l'économie chinoise après la guerre en Ukraine ou le rapprochement de Pyongyang et de Moscou vu comme un affront à la sphère d'influence chinoise.

Question 6

L'arrestation du franco-russe Pavel Durov, fondateur de la messagerie cryptée Telegram, à l'aéroport en avril 2024 a fait beaucoup réagir sur la scène intérieure comme sur la scène internationale. Telegram est une application de messagerie très connue

pour son cryptage fort. Autrement dit, Telegram garantit une certaine confidentialité des échanges us-à-us d'acteurs intrusifs, comme des services de police ou de renseignement. Cette sécurité a néanmoins été détournée par des groupes criminels spécialisés dans divers trafics (armes, drogue, être humains, etc.), dont Pavel Durov a justement été accusé de complicité. Telegram est également reconnue pour servir de plateforme de désinformation par certains États, en particulier la Russie. Est-ce à dire que Telegram serait dangereux pour notre démocratie ? La réponse est partagée entre ceux qui souhaitent protéger l'opinion publique et d'autres plus favorables à la liberté d'expression.

La circulation de désinformations sur des applications cryptées telles que Telegram pose assurément question dans un contexte de crise politique. Le défi sécuritaire est en effet immense : privée de ses canaux habituels de diffusion en Europe (comme Russia Today), la Russie et ses influenceurs se servent abondamment de Telegram pour faire circuler faibles news et désinformations tant sur le front en Ukraine que dans nos propres démocraties. L'absence totale de modération permet à ces derniers d'atteindre des populations parfois vulnérables qu'ils tentent d'acquies à leur cause afin de miner l'unité de nos sociétés - par exemple, l'information que des mercenaires français se trouveraient sur la ligne de front ukrainienne était initialement passée par des canaux Telegram russes. Son emploi est également répandu dans la mouvance jihadiste qui profite de cette confidentialité offerte pour recenser et étendre ses réseaux, voire organiser des attaques sur notre sol.

L'arrestation de Pavel Durov avait provoqué l'indignation de membres de la classe politique française tout comme le milliardaire américain propriétaire de X (ex-Twitter), Elon MUSK. Celui-ci avait notamment accusé la France de s'en prendre à la liberté d'expression, partant inscrite dans notre Constitution. Au-delà de la question philosophique - jusqu'à peut-être aller cette liberté d'expression ? -, c'est aussi un véritable casse-tête juridique. Dans un État de droit, quelle infraction, quel degré de complicité peuvent être établis entre le propriétaire d'une plateforme et les milliards de messages et de groupes échangés chaque année ? La question autour de la

modération reste entière. De plus, ces applications cryptées offrent des moyens de communication utiles pour des personnes vivant dans des régimes autoritaires et dictatoriaux et qui ont besoin de s'organiser sans être traqués par les services de police ou de renseignement.

Question 3 :

Les Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF) sont une sanction prononcée par la juridiction administrative à l'égard d'un individu étranger ou binational. Les OQTF font aujourd'hui l'objet de débats passionnés au sein de la classe politique française, certains jugeant leur application trop laxiste, d'autres souhaitant plutôt l'interdire. L'OQTF est en elle-même une mesure grave, soumise à de nombreuses restrictions d'un point de vue juridique qui expliquent son taux d'application effectif (~10%) relativement faible.

Le ministre de la Justice, Gerald DARMANIN, et le ministre de l'Intérieur, Bruno RETAILLEAU, avaient annoncé tout le durcissement que la multiplication des sanctions d'OQTF à l'égard des délinquants étrangers. De nombreux faits divers ont en effet ~~rempli~~ actualité de ces questions autour de l'application de l'OQTF : une jeune femme rickée ~~et~~ tuée par un individu en liberté et partant soumis à une OQTF ; au plus récemment à Mayotte, où ~~une~~ partie des habitants réclame après le passage du cyclone Chido une application plus extensive de cette mesure à l'égard des milliers d'immigrés comoriens vivant clandestinement sur l'île.

Cependant, la France est limitée dans son application des OQTF par plusieurs facteurs. Le premier est d'abord juridique, puisque la France est signataire de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) de 1948 et d'autres traités contraignants. Concrètement, cela signifie que l'individu en question

Année : 2025

Concours : Concours externe pour l'accès
au grade de Secrétaire Administratif SpécialiséÉpreuve : Rédaction et analyse dans
le domaine de la géopolitique

Consignes :

- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif
- Numéroté chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles
- Ne joindre aucun brouillon

peut déposer un certain nombre de recours devant les instances judiciaires afin de bloquer le processus, voire d'être relâché dans le cas où la durée de la rétention administrative excéderait celle prévue par la loi. Plusieurs paramètres entrent en effet en compte dans l'analyse de l'OQTF : la situation personnelle de l'intéressé, la situation familiale, la situation du pays dans laquelle il pourrait être renvoyé, etc. Les droits de l'Homme primant sur la sanction, cela explique l'application rare et longue de l'OQTF.

(Enfin)

Enfin, il y a dans certains cas un aspect diplomatique à la question. Les relations franco-algériennes sont récemment devenues exécrables depuis la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental par la France et l'arrestation de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, critique du régime du président Tebboune. Le Ministère de l'Intérieur français a voulu marquer le coup en annonçant publiquement l'arrestation et le renvoi en Algérie de plusieurs influenceurs algériens ou franco-algériens tenant des discours haineux contre la France. Tanger les a cependant renvoyé de suite en France, prétextant par certains qu'elle ne pouvait les accueillir en raison de leur nationalité française et provoquant un nouvel imbroglio diplomatique, alors que plusieurs personnalités politiques appellent en représailles à la fin des accords d'Evian de 1962.

Question 2

Le constructeur Boeing traverse actuellement une passe dif-

ficile avec l'accumulation récente des malghechions sur un appareil phare de sa flotte, le Boeing 737. Un nouveau fait divers est venu récemment alourdir le bilan avec le crash d'un de ses avions en Corée, celui-ci aurait croisé la route d'un essaim d'oiseaux dont plusieurs d'entre eux auraient été broyés par l'un des réacteurs, provoquant la panne d'un des réacteurs et la défaillance généralisée du système des trains d'atterrissage. La question de la crédibilité de l'entreprise états-unienne est très vive : Boeing fait l'objet d'une procédure judiciaire extrêmement sévère coordonnée par l'Agence de l'Aviation Civile américaine, qui a cloué au sol plusieurs dizaines de ses avions, occasionnant des pertes commerciales importantes. Le directeur de l'entreprise a vécu un instant en enfer lors d'une audition sénatoriale menée en 2024, où les défaillances de Boeing dans la qualité de fabrication et le contrôle de ses appareils étaient révélées au grand jour, tout ceci alors que la rémunération du PDG connaissait une forte hausse. C'est d'autant plus dommageable que le secteur aérien annonce une reprise très forte dans le milieu (+30% de trafic d'ici la fin 2030) et que les carnets de commande de ses concurrents, comme Airbus, sont pleins. L'entreprise a enfin connu un dernier humiliant revers pour sa division espace : devant la multiplication des problèmes de ses lanceurs, l'Agence spatiale américaine (NASA) a préféré se tourner vers l'une des étoiles montantes du secteur : SpaceX.